

MAITRE D'OUVRAGE

**CAF DE L'ISERE
3 Rue des Alliés
38051 GRENOBLE**

Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A

**Réaménagement de l'Accueil et l'entrée du personnel du siège
de la CAF de l'Isère**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
QUANTITATIF**

LOT 00	GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS		
<p>Architecte</p> <p>GROUPE EOLE</p> <p>49 Rue Aimé Bouchayer 38170 SEYSSINET PARISSET</p> <p>Tél : 04.76.44.67.35</p>	<p>Economiste</p> <p>IDE DE PROJET</p> <p>3 Rue Maryse Bastié 38590 ST ETIENNE DE ST GEOIRS</p> <p>Tél : 04.76.55.55.05</p>	<p>BET Structure</p> <p>SORAETEC</p> <p>2 Rue de la Viscose 38130 ECHIROLLES</p> <p>Tél : 04.76.49.09.17</p>	<p>BET Fluides</p> <p>TEB</p> <p>18 impasse du Bois Michal 38500 St Cassien</p> <p>Tél : 04.76.35.36.55</p>

Date	Indice	Modifications
24 avril 2025	A	Document d'origine

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 2
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

SOMMAIRE

00 GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS..... 4

1 GÉNÉRALITÉS4

1.1 Objet du présent document	4
1.2 Liste des lots	4
1.3 Travaux prévus	4
1.4 Erreurs ou omissions dans les documents remis par les concepteurs	4
1.5 Doubles emplois	5
1.6 Variantes	5

2 PRESCRIPTIONS PROPRES À CHAQUE CORPS D'ÉTAT.....6

2.1 Textes de références	6
2.2 Principes d'exécution	7
2.3 Planning.....	7
2.4 Phasage des travaux	8
2.5 Plage horaire de travail - Coactivité.....	8
2.6 Accès sécurité, sûreté.....	8
2.7 Plan Général de Coordination et PPSPS	9
2.8 Obligation de résultat	9
2.9 Contrôles des organismes externes	9
2.10 Études techniques et plans d'exécution des ouvrages.....	9
2.11 Procédés non traditionnels.....	10
2.12 Échantillons - Prototypes - Modèles	10
2.13 Conformité des ouvrages et des prestations	10
2.14 Documents justificatifs	10
2.15 Stocks.....	10
2.16 Choix des matériaux et matériels	11
2.17 Performances thermiques des produits	11
2.18 Performance énergétique des systèmes	12
2.19 Contenu des prix forfaitaires	12
2.20 Prescriptions acoustique	12

3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....13

3.1 Connaissance des lieux	13
3.2 Période préparatoire	13
3.3 Installation générale du chantier et abords.....	13
3.4 Clôture de chantier.....	14
3.5 Respect des autorisations administratives.....	14
3.6 Voie de desserte et d'accès	14
3.7 Implantation générale.....	14
3.8 Protection des existants et avoisinants.....	15
3.9 Vestiaires et réfectoires de chantier	15
3.10 Accès au chantier	15
3.11 Locaux hors emprise travaux	15
3.12 Rendez-vous de chantier	16
3.13 Photos de chantier	16
3.14 Préchauffage	16
3.15 Moyens de l'Entrepreneur	16
3.16 Stockage et approvisionnements	17
3.17 Fermetures provisoires	17
3.18 Gardiennage - Alarme de chantier	17
3.19 Essais et contrôles.....	17

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 3
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

4 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES.....	18
4.1 Engins et équipements - Service aux corps d'état secondaires	18
4.1.1 Déchargement et manutention des matériaux et ouvrages.....	18
4.1.2 Trait de niveau	18
4.1.3 Trous, percements, scellements, bouchements.....	18
4.2 Protection des ouvrages exécutés	19
4.3 Compte prorata	19
4.4 Tenue du chantier - Nettoyage.....	19
4.5 Coordination	20
4.6 Réception des supports	21
5 QUALITÉ	22
6 PROCESSUS DE RÉCEPTION - LIVRAISON - LEVÉES DE RÉSERVES	23
6.1 Achèvement des travaux et finitions.....	23
6.2 Fermeture des locaux à livrer.....	23
6.3 Visites de pré-réception	23
6.4 Visites de réception.....	23
6.5 Réception travaux.....	23
6.6 Dossier des ouvrages exécutés	24
6.7 Levée des réserves de la réception.....	24

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 4
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

00 GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet du présent document

Les stipulations du présent document s'appliquent aux travaux de réhabilitation de l'Accueil du siège de la CAF de l'Isère situé 3 Rue des Alliés à GRENoble.

Le présent document définit les principes à respecter pour l'exécution des marchés et l'organisation du chantier. Il complète le CCAP et le PGC joints au présent marché.

1.2 Liste des lots

LOT N°00 - GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS
LOT N°01 - DÉSAMANTAGE
LOT N°02 - DÉMOLITION - GROS OEUVRE
LOT N°03 - MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM - SERRURERIE
LOT N°04 - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS
LOT N°05 - MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS - MOBILIER
LOT N°06 - SOLS SOUPLES
LOT N°07 - PEINTURE
LOT N°08 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE
LOT N°09 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES

1.3 Travaux prévus

La description des ouvrages donne le détail d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les règles de l'art et les documents techniques.

Il découle de ce qui précède que toutes prestations prévues aux plans et non décrites ou ne figurant pas aux plans mais décrites sont dues par l'entreprise.

Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des fascicules constituant le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières. Même si le présent fascicule est matériellement dissocié de l'ensemble, il n'a de valeur qu'associé à ceux des autres lots des travaux.

1.4 Erreurs ou omissions dans les documents remis par les concepteurs

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître d'Ouvrage toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences (solidité, conservation des ouvrages, usage auquel ils sont destinés, respect des règles de l'Art, etc) sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état.

De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites qui lui seront remises lors de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les concepteurs et le Maître d'Ouvrage avant la passation du marché. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 5
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'Entrepreneur aura à sa charge d'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans. De même, l'Entrepreneur devra l'enlèvement et l'évacuation de tout obstacle rencontré mais non prévu au marché, sans plus-value.

L'Entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître d'Ouvrage toutes les améliorations qu'il estimerait utiles d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître d'Ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

Le fait pour un Entrepreneur d'exécuter, sans rien changer, les prescriptions des documents remis par la maîtrise d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à la soumission.

En cas d'erreur ou d'incohérence entre les différents documents du présent dossier de consultation l'Entrepreneur doit en référer à la Maîtrise d'Œuvre, qui fera elle-même les mises au point ou les rectifications nécessaires.

1.5 Doubles emplois

Au cas où l'affectation d'un ouvrage pourrait prêter à double emploi, il appartient à l'Entrepreneur d'en informer le Maître d'Ouvrage avant remise de son offre, faute de quoi l'objet du double emploi est réputé inclus dans son offre, le Maître d'Ouvrage se réservant le choix de l'affectation et de la déduction financière.

1.6 Variantes

La proposition de prix de l'entreprise sera obligatoirement chiffrée conformément aux dispositions du projet.

Néanmoins, toute latitude est laissée aux entrepreneurs pour proposer des variantes si celles-ci apportent une amélioration ou une économie évidente.

Les variantes devront toutefois faire l'objet de propositions chiffrées séparément et devront tenir compte de toutes les incidences possibles sur les travaux des autres corps d'état, ainsi que les études complémentaires.

Les variantes proposées par l'Entrepreneur ne seront prises en considération que dans la mesure où elles ne remettent pas en cause les dispositions architecturales essentielles du projet.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 6
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2 PRESCRIPTIONS PROPRES À CHAQUE CORPS D'ÉTAT

2.1 Textes de références

La totalité des ouvrages est astreinte au respect des textes législatifs, administratifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur. Les textes cités sont pour l'essentiel recueillis au Journal Officiel, au REEF (Recueil des Éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets et marchés de Bâtiments en France", édité par le CSTB - Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).

Ces documents ne sont pas joints au marché, mais sont réputés connus et suivis par les entrepreneurs pour l'exécution des travaux. En cours de description, certains textes sont rappelés à l'attention des entrepreneurs, mais sans valeur restrictive ni limitative. Toutefois, les indications fournies par les schémas et dessins contenus dans les traités officiels sont suivies dans les principes.

Pour les ouvrages non normalisés, prévus au projet, ainsi que pour tous ceux qui ne figurent pas dans les textes officiels ou qui diffèrent par leur conception, l'Entrepreneur doit toujours se conformer aux principes d'exécution précisés dans les normes et les règlements précités.

Pour les articles qui pourraient comporter des indications opposées à celles des documents cités sans qu'aucune spécification expresse du Maître d'Œuvre n'ait été faite, l'Entrepreneur doit toujours en référer au Maître d'Œuvre avant même de remettre son prix ou d'entreprendre l'exécution.

La date de référence de ces documents sera celle du mois précédent l'offre de l'Entreprise sauf indication contraire dans le présent DCE.

Textes législatifs, administratifs, règlements

Lois, décrets, arrêtés, concernant la réalisation d'immeubles,
Règlements de sécurité incendie recueil n° 1011 (Imprimerie du Journal Officiel R.F.),
Règlements Départementaux d'hygiène,
Code du travail.

Documents Techniques Unifiés et règles DTU

DTU en vigueur le jour de la remise de leurs offres.

Normes générales et particulières

Les matières, matériaux et ouvrages doivent être conformes aux prescriptions des Normes Françaises, édictées par AFNOR, recueillies principalement au REEF du CSTB.

Mémentos, recommandations d'organismes professionnels, autres publications

Les spécifications et recommandations des organismes professionnels seront suivies par l'Entrepreneur, tant pour la qualité des matériaux que pour les mises en œuvre :

- Cahiers Techniques, fascicules, recommandations, mémentos et avis techniques du CSTB,
- Fascicules et recommandations de l'Institut Technique du Bâtiment et des Travaux Publics,
- Catalogues, fiches techniques et recommandations des fabricants.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 7
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.2 Principes d'exécution

Le CCAP énumère les documents de nature réglementaire et contractuelle définissant les conditions de chacun des marchés.

Il est rappelé en outre :

- Que chaque entrepreneur est réputé connaître, savoir appliquer et respecter dans le présent marché tous les textes fixant les règles techniques, les spécifications ou les recommandations ayant trait à sa profession et dites plus généralement "règles de l'art",
- Que chaque entrepreneur est censé se tenir informé en permanence des modifications éventuelles de ces règles de l'art.

Cette connaissance des prescriptions techniques et réglementaires et de leur évolution s'étend en particulier :

- Aux agréments techniques, provisoires ou non, délivrés par le CSTB aux matériaux utilisés par l'Entrepreneur,
- Aux prescriptions particulières des fabricants des produits,
- Aux normes des matières et matériaux à appliquer,
- Aux essais à effectuer par l'Entrepreneur sur les matériaux qu'il met en œuvre ou sur les installations qu'il pose, et en particulier aux essais COPREC,
- Aux prescriptions des sociétés concessionnaires ou services administratifs concernés : EDF-GDF, France Télécom, Eaux, Assainissement, Carrières, Collecte des ordures ménagères, etc...,

Ces documents ne sont pas joints au marché, mais sont réputés connus et suivis par les entrepreneurs pour l'exécution des travaux, toutefois, certains textes sont rappelés à l'attention des entrepreneurs, mais sans valeur restrictive et limitative.

Les règles de construction des bâtiments édictées par le Code de la Construction et de l'Habitation, les arrêtés d'application, ainsi que tout texte les modifiant devront être scrupuleusement respectés. De façon plus particulière, l'attention de l'Entrepreneur est attirée sur les règles de construction qui concernent l'isolation acoustique et l'isolation thermique.

- En matière acoustique, l'Entrepreneur est censé connaître tous les textes légaux et réglementaires, y compris les textes relatifs aux labels et aux essais y affaissant, en particulier pour le respect des niveaux sonores admissibles.
- En matière thermique, l'Entrepreneur est censé connaître tous les textes légaux et réglementaires ayant trait en particulier aux isolations, aux coefficients d'isolement, aux limitations de température, à la régulation et aux répartitions des frais de chauffage.
- En matière acoustique comme en matière thermique, les prescriptions susvisées imposent une obligation minimale de résultat.

Outre les textes officiels, cette connaissance englobe tous les textes techniques ayant trait au respect desdits textes officiels, et en particulier les cahiers du CSTB.

Il est précisé :

- Que si, en matière acoustique, la description (ou le dessin) des ouvrages ne correspond pas aux exigences des textes officiels, l'Entrepreneur doit en prévenir le Maître d'Œuvre d'Exécution dans sa soumission. A défaut, il sera contraint de fournir, sans augmentation de son prix, la prestation nécessaire au respect de ces textes,
- Qu'en matière thermique, l'Entrepreneur du lot chauffage doit fournir au Maître d'Œuvre d'Exécution le calcul définitif des coefficients thermiques.

2.3 Planning

Le délai global d'exécution est indiqué au calendrier prévisionnel de l'opération.

Il pourra être modifié par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Il constitue néanmoins, dans le cadre de l'appel d'offres, un élément qui doit être accepté et respecté par les Entreprises soumissionnaires.

Aucun retard non justifié de livraison ne sera toléré. Tout dépassement de délai d'exécution tant partiel que final impliquera l'application des pénalités de retard.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 8
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Les plannings d'exécution seront établis dans le cadre de la période de préparation de chantier, avec les entreprises titulaires de lots, qui devront fournir au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, avant l'ouverture du chantier, un planning détaillé de leurs interventions et le nombre des effectifs prévus sur le site.

Ce document sera approuvé et servira de base à l'application des conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les entreprises devront participer conjointement au planning et au phasage des travaux.

2.4 Phasage des travaux

Il est rappelé aux entreprises que le phasage des travaux de cette opération est très spécifique.

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance du phasage/planning réalisé par l'OPC, et joint à la présente consultation, qui fait partie intégrante du marché et des obligations.

Les entreprises devront obligatoirement se conformer au phasage et planning de ce document.

2.5 Plage horaire de travail - Coactivité

Les travaux bruyants et nuisants (marteau piqueur, travail à la masse, travail à la disqueuse, percements, enlèvement de gravats, etc.) devront être réalisés suivant des tranches horaires convenues à l'avance dès la réunion de préparation de chantier et réactualisés à chaque réunion de chantier hebdomadaire.

Le projet se trouvant en **site occupé**, l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances. **Chaque entrepreneur devra privilégier systématiquement les techniques et équipements de travail les moins polluants et les moins bruyants possibles.**

Les percements seront réalisés en dehors des horaires d'ouvertures de l'accueil, soit avant 8h30, entre 12h30 et 14h et après 16h, sauf le jeudi avant 8h30 et après 12h30,

Dans les cas où les travaux particulièrement polluants et/ou bruyants ne pourront être évités, ils devront faire l'objet d'une concertation préalable avec les services de la CAF de l'Isère et le Maître d'Œuvre. Il pourra être exigé de l'entreprise que ces travaux, selon leur nature et l'importance de la nuisance vis-à-vis du voisinage considéré, soient réalisés suivant des horaires particuliers et/ou par tranche pour limiter leur durée sur une même journée.

Quoiqu'il en soit, les services de la CAF de l'Isère se réservent le droit de suspendre momentanément ou définitivement des travaux générant des nuisances considérées comme excessives pour le bon fonctionnement des bureaux ou le confort de ses occupants.

Dans certains cas exceptionnels, il pourra être demandé aux entreprises d'intervenir en horaires décalés sans dédommagements complémentaires.

Le chantier devra être conduit dans le but :

- De limiter au maximum les bruits, les poussières, les trafics lourds et les nuisances de toutes sortes aux riverains,
- De maintenir efficacement closes les emprises de travaux,
- D'assurer la continuité du fonctionnement du bâtiment durant la durée des travaux.

2.6 Accès sécurité, sûreté

Durant toute la durée du chantier, l'Entrepreneur devra prévoir toutes les dispositions nécessaires au maintien permanent d'un chemin d'accès sûr et propre, permettant aux usagers de circuler en toute sécurité.

Les accès au chantier seront toujours dégagés par les véhicules des entreprises.

L'entreposage de tout matériau est rigoureusement interdit en dehors de la limite de chantier.

Les moyens de secours et consignes de sécurité seront affichés sur le chantier.

Le projet se trouvant en **site occupé**, l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des occupants et éviter l'intrusion d'allocataires ou personnes extérieures à la CAF.

Obligation du port du badge pour toute autre personne intervenant sur le chantier.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 9
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.7 Plan Général de Coordination et PPSPS

Un Plan Général de Coordination (PGC) est établi par le Coordonnateur SPS (pièce jointe au présent marché). Les entreprises se référeront à ce document pour l'établissement de leur PPSPS.

L'ensemble des mesures de coordination décrites dans le PGC sont à prendre en compte.

2.8 Obligation de résultat

Chaque entrepreneur est tenu à une obligation de résultat dans le cadre de son prix forfaitaire.

Si les dispositions contractuelles ne lui permettent pas d'atteindre ce résultat, l'Entrepreneur devra procéder aux modifications qui s'imposent, sans pour autant remettre en cause le caractère forfaitaire de son marché.

Cependant, en ce qui concerne l'isolation thermique, les adaptations éventuelles des isolants seront à justifier et à faire approuver par le Bureau d'Études Fluides et le Bureau de Contrôle.

2.9 Contrôles des organismes externes

Des contrôles seront réalisés par des organismes externes (CCSCT, Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP, DIRECCTE, CRAM, Médecine du Travail, ...). Les entrepreneurs devront se soumettre à ces contrôles et devront prendre en compte toutes demandes complémentaires formulées.

En effet, ces organismes externes se réservent le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer aux entrepreneurs de prendre des mesures complémentaires.

Les entrepreneurs se soumettront également aux réunions et aux présentations imposées par ces organismes (présentation du plan de retrait, ...).

2.10 Études techniques et plans d'exécution des ouvrages

Plans d'exécution des ouvrages et notes de calcul

Les études d'exécution de béton armé et de fluides sont à charge des bureaux d'études de l'équipe de maîtrise d'œuvre, ceux-ci sont rémunérés par le Maître d'Ouvrage.

Pour les autres corps d'état, l'ensemble des plans de fabrication, des notes de calcul, des plans d'atelier, ..., sont à la charge des entreprises titulaires des lots correspondants.

Sujétions induites aux autres corps d'état

L'Entrepreneur joindra à son offre une liste de sujétions que ses ouvrages apporteront le cas échéant aux autres corps d'état, ainsi que les plans nécessaires, indiquant clairement ces sujétions.

Tous les plans d'exécution appelant des réservations dans le béton armé seront produits dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de désignation de l'Entrepreneur du lot correspondant.

En cas de retard, les entrepreneurs supporteront, s'il y a lieu, les frais de percement ou d'adaptation (cf. article *Trous, percements, scellements, bouchements* décrit ci-après).

Documents graphiques remis à l'Entrepreneur

Les documents graphiques qui sont remis à l'Entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés par ce dernier avant tout commencement d'exécution. Il devra signaler les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés, ou l'observation des règles de l'Art.

Le fait pour un Entrepreneur d'exécuter, sans rien changer, les prescriptions des documents remis par la Maîtrise d'Ouvrage et/ou de la Maîtrise d'Œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 10
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cote, l'Entrepreneur doit en référer à la Maîtrise d'Œuvre, qui fera elle-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à la soumission.

2.11 Procédés non traditionnels

Tous les matériaux ou procédés de caractère "non traditionnel" devront bénéficier d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application du CSTB en cours de validité et être inclus de ce fait dans les garanties de la police d'assurance de responsabilité de l'entreprise.

2.12 Échantillons - Prototypes - Modèles

Pendant la phase de préparation de chantier, l'Entrepreneur devra au titre de son marché la fourniture d'échantillons des matériaux prévus et la production de prototypes ou de modèles d'appareillage que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre d'Exécution pourrait lui demander.

Outre les échantillons demandés au CCAP, les entrepreneurs sont tenus de fournir immédiatement, sur simple demande du Maître d'Œuvre d'Exécution, tous les échantillons, prototypes ou modèles d'appareillage nécessaires.

Pour les fournitures de petites dimensions, les échantillons seront montés sur des présentoirs.

Ces échantillons, prototypes et modèles pourront être représentés jusqu'à obtention de l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

2.13 Conformité des ouvrages et des prestations

Les ouvrages sont définis qualitativement par le CCTP.

Aucune carence de la part des fournisseurs ne peut être invoquée pour justifier un retard sur le calendrier d'exécution ou une modification des prestations.

2.14 Documents justificatifs

Préalablement à toute exécution, l'Entreprise doit remettre au Maître d'Ouvrage et au démarrage des travaux, pour acceptation, toutes fiches techniques ou d'agrément justifiant des qualités et de la provenance des matériaux et produits mis en œuvre.

Le Maître d'Œuvre d'Exécution peut demander à l'Entrepreneur de justifier de la passation des commandes des diverses fournitures. Ces justifications doivent alors être produites dans le plus bref délai.

Les matériaux mis en œuvre doivent porter les sigles de qualité et marques de fabrique, tels que Normes Françaises, etc. Pour les matériaux en vrac, les justifications de provenance et conformité aux normes et règlements sont à produire. Les sigles et marques sont ceux "Normalisés".

L'entreprise devra justifier le marquage CE et le respect des normes françaises en vigueur de ses ouvrages.

2.15 Stocks

L'Entrepreneur devra passer ses commandes en temps et en heure après validation des fiches produits par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Afin de pourvoir, en cas de nécessité, au remplacement éventuel de tout produit, matériel ou matériau, les entrepreneurs devront :

- Remettre au Maître d'Œuvre les références des matériaux, produits et matériels utilisés, avec l'adresse des fournisseurs,
- S'assurer auprès de leurs fournisseurs de la disponibilité des quantités nécessaires pour remédier à tout manquement dans un délai de 8 jours.

Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de fournir un local de stockage de ces fournitures.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 11
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.16 Choix des matériaux et matériels

Les produits, systèmes ou procédés choisis devront, dans les domaines où ils existent et dans des conditions permettant une mise en concurrence objective, posséder des caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées et vérifiées par un tiers indépendant.

Pour remplir cette condition, les produits, systèmes ou procédés peuvent soit :

- Bénéficier d'un Avis Technique (AT ou Atec),
- Bénéficier d'un DTA (Document technique d'application),
- Bénéficier d'une « confirmation d'agrément » par l'un des membres de l'UEATc (équivalents européens),
- Bénéficier d'une ATEEx (Appréciation technique expérimentale) favorable,
- Bénéficier d'un Pass Innovation (feu vert ou orange),
- Être certifiés par un programme accrédité par un membre de EA (European Accreditation) (en France : CSTB, ACERMI, NF, etc.).

Tous les matériaux en contact avec l'air intérieur du bâtiment devront répondre aux tests prévus par la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 transposée en droit français le 26/8/98, ou de matériaux bénéficiant d'une certification ACERMI.

Tous les matériaux et produits assurant la protection et la sécurité de l'immeuble seront certifiés APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages) et A2P (Assurance Prévention Protection).

Les marques d'appareils prévues dans ce document ne sont pas imposées, mais sont données à titre d'indications minimales de base concernant : les caractéristiques techniques, le rendement, la mise en œuvre, l'esthétique.

Dans le cas où les entrepreneurs changent de marque, ils devront proposer de l'équivalent sur tous les points énoncés ci-dessus. En aucun cas, il ne pourra être accepté un matériel de qualité inférieure à celle demandée au présent descriptif.

Il est à noter qu'en cas de proposition d'équivalence, les entrepreneurs devront préciser, à l'offre, les marques et références de matériel et joindre la documentation permettant d'apprécier l'équivalence.

Préalablement à toute exécution, l'Entreprise doit remettre au Maître d'Ouvrage et au démarrage des travaux, pour acceptation, toutes fiches techniques ou d'agrément justifiant des qualités et de la provenance des matériaux.

Si, pour un matériau déterminé, il n'existe pas de réglementation, de norme, d'Avis Technique du CSTB, l'Entrepreneur propose un matériau équivalent et doit justifier de l'équivalence en qualité et en prix.

La maîtrise d'ouvrage est seul juge de cette équivalence. Le refus d'un matériau proposé ne pourra en aucun cas entraîner de la part de l'entrepreneur la moindre demande d'indemnité ou de plus-value de quelque nature que ce soit.

Les normes des matières et matériaux à appliquer sont celles extraites des Normes Générales, stipulées au chapitre 2 et éditées par AFNOR, en fonction des matériaux utilisés. Elles ne sont pas répétées au cours de la description.

Les matériaux mis en œuvre doivent porter les sigles de qualité et marques de fabrique, tels que Normes Françaises, etc. Pour les matériaux en vrac, les justifications de provenance et conformité aux normes et règlements sont à produire. Les sigles et marques sont ceux "Normalisés".

L'entreprise devra justifier le marquage CE et le respect des normes françaises en vigueur de ses ouvrages.

2.17 Performances thermiques des produits

L'ensemble des matériaux proposés par les entreprises devront avoir une résistance thermique supérieure ou égale aux valeurs spécifiées dans les pièces écrites. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser tous les produits ne satisfaisant pas à cette condition.

Les entreprises devront transmettre les documents (certificat ACERMI ou équivalent) justifiant de la résistance thermique des produits utilisés.

Dans tous les cas la résistance thermique des matériaux mis en œuvre devra être conforme à l'étude thermique jointe au présent dossier de consultation.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 12
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.18 Performance énergétique des systèmes

L'ensemble des systèmes proposés par les entreprises devront avoir des performances énergétiques supérieures ou égales aux valeurs spécifiées dans les pièces écrites. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser tous les systèmes ne satisfaisant pas à cette condition.

Les entreprises devront transmettre les documents justifiant de la performance des systèmes utilisés.

2.19 Contenu des prix forfaitaires

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

Les prix forfaitaires devront également comprendre toutes les sujétions induites par le renforcement de l'acoustique, ainsi que de l'étanchéité à l'air du bâtiment conformément à la réglementation thermique en vigueur.

L'Entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ses prix.

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier de consultation sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à sa soumission.

2.20 Prescriptions acoustique

Le présent projet sera conforme à la NF-S 31-080, au décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) et à l'arrêté du 05 Décembre 2006 (relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage).

Il est par conséquent demandé à chaque entreprise de prendre conscience des enjeux et des prescriptions techniques spécifiques pour la construction d'un tel bâtiment.

Des tests acoustiques seront à réaliser en fin de chantier de façon arbitraire, afin de s'assurer du respect des contraintes d'isolement phonique.

L'ensemble des entreprises concernées par les ouvrages entrant dans la composition des parois et ouvrages acoustiques identifiées dans la réglementation devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires au respect des valeurs indiquées dans la réglementation.

Dans ces conditions, si les objectifs ne sont pas atteints, les éléments mis en défaut par le contrôle (passages de gaines, câbles, tuyauteries, éléments de fixations et de structure, pose des menuiseries, etc...) qui n'auraient pas été posés selon les règles de l'art et/ou qui laisseraient apparaître des défauts d'isolation acoustique seront à corriger à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

Les entreprises défaillantes auront à prendre en charge les tests à ré-effectuer après leurs reprises, et ce, jusqu'à obtention des objectifs à atteindre.

Chaque entreprise devra prévoir l'ensemble des sujétions acoustiques prescrites ou non dans le cadre du présent cahier des charges autour de ses ouvrages afin d'assurer une parfaite acoustique de ceux-ci.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de réaliser des tests en phase chantier afin de vérifier certains points singuliers. En cas de constatation de problème, les entreprises concernées devront reprendre leurs travaux.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 13
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, des ouvrages existants à démolir non plus que tous éléments locaux tels que lieux d'extraction des matériaux, éloignement, moyens d'accès, consistance et état des immeubles environnants, etc...

L'Entrepreneur ayant été à même de réunir tous les éléments nécessaires à l'appréciation des différentes sujétions imposées par la nature du sol superficiel, du sous-sol, des immeubles environnants, des ouvrages existants à démolir ainsi que des servitudes en résultant, il ne bénéficiera d'aucune indemnité ou plus-value pour difficulté de quelque ordre que ce soit.

L'entreprise devra obligatoirement se rendre sur les lieux, après prise de rendez-vous auprès du Maître d'Ouvrage (date fixée par le Maître d'Ouvrage) et avant la remise de son offre afin d'apprécier l'étendue et la complexité des travaux à réaliser ; l'entreprise sera réputée connaître parfaitement la prestation qui lui incombe et en tenir compte pour l'organisation des moyens à mettre en œuvre sur le chantier ainsi que pour le respect des délais contractuels. Un bon de visite sera remis par le Maître d'Ouvrage devra être joint à l'offre sous peine de rejet de celle-ci.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'Entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'Art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

3.2 Période préparatoire

Cette période, en début de chantier, permet à l'Entrepreneur d'établir :

- Le phasage des travaux en lien avec l'OPC,
- Les plans d'exécution et notes de calcul des ouvrages s'ils sont à la charge de l'entreprise, suivant planning de remise des pièces établi par l'OPC,
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Le plan d'installation de chantier,
- Le programme de travaux précisant l'effectif prévu sur le site,
- La désignation d'un responsable d'exécution, habilité à représenter l'Entreprise aux rendez-vous de chantier ou aux convocations du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre,
- Le planning détaillé des travaux,
- Les temps d'intervention détaillé par tâches,
- Les échantillons,
- Le choix des teintes et des matériaux.

3.3 Installation générale du chantier et abords

L'entreprise du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE doit les installations suivantes :

- L'aménagement des locaux mis à disposition par le Maître d'Ouvrage,
- L'entretien quotidien de la base vie et des sanitaires,
- Installations nécessaires pour se conformer aux exigences de l'hygiène et de la sécurité, y compris celles mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la réglementation en vigueur,
- L'ensemble des branchements divers de chantier compris branchement, comptage, distribution et armoires (électricité, eau, téléphone, internet, égout, éclairage), y compris branchements depuis les réseaux des concessionnaires, les alimentations en plomberie du chantier, ...
- La fourniture et la pose du panneau de chantier en début de chantier, sa maintenance, son déplacement éventuel et sa dépose en fin de chantier,
- La fourniture et la pose des plans de circulation en début de chantier, leur maintenance, leur déplacement éventuel et leur dépose en fin de chantier,

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 14
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

- La fourniture et la pose du panneau de permis de construire ou de la déclaration de travaux.

Nota :

- Les sanitaires existant de la zone réaménagée seront laissés disponibles **pour les travaux de la phase 1**,
- Un constat d'huissier sera réalisé (à charge du présent lot) en début de chantier,
- Une remise en état sera à prévoir à la fin de la phase 1,
- Le nettoyage quotidien est à charge du présent lot,
- **Les ouvrages détériorés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entreprises reconnues responsable et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.**

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance et à appliquer l'ensemble des dispositions indiquées dans le CCAP et le PGC joints.

3.4 Clôture de chantier

L'entreprise du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE est tenue de clore efficacement et réglementairement le chantier et d'assurer le maintien en place permanent du panneau "chantier interdit au public".

L'entretien de la clôture pendant les travaux est à la charge de la même entreprise. Cet entretien comporte notamment le maintien en bon état des éventuels panneaux publicitaires.

3.5 Respect des autorisations administratives

Les entreprises feront leur affaire de toutes les autorisations et démarches réglementaires éventuelles à effectuer auprès des différentes administrations, services publics, concessionnaires, afin d'obtenir les autorisations nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages (voirie, palissades, stationnement, etc.).

Conformément aux obligations en vigueur, le Projet aura reçu l'agrément des services concernés.

Les éventuels frais découlant de ces demandes seront à la charge des entreprises demandeuses (frais de voirie, de raccordement, ...)

Les entrepreneurs s'engagent à prendre les dispositions assurant le respect des autorisations administratives qu'ils auront obtenues et des injonctions qu'ils auront reçues de l'administration.

Elle prendra également toutes dispositions pour que la voie publique ne soit ni salie, ni endommagée.

3.6 Voie de desserte et d'accès

L'entreprise du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE devra l'entretien des voies de desserte du chantier et des voies d'accès à celui-ci depuis la voie publique ainsi que toutes modifications rendues nécessaires par l'avancement du chantier, et ce pendant toute sa durée.

De même, elle devra la remise en état des parties de la voie publique, des voies privées existantes et des voies nouvelles créées, qui auront été dégradées par les mouvements des véhicules des entrepreneurs du chantier.

Les entrepreneurs veilleront tout au long du chantier à maintenir la propreté des voies d'accès.

L'accès pompier devra être laissé libre de tout accès.

Tout nettoyage non imputable par l'absence d'entreprise sera porté au titre du compte prorata.

3.7 Implantation générale

Les entreprises planteront, à leurs frais et sous leur responsabilité, les différents ouvrages figurant au marché. Elles fourniront les piquets, repères, jalons, leurs points de niveau à conserver durant toute la durée du chantier et le personnel nécessaire aux opérations matérielles. Elles matérialiseront les points principaux de repérage.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 15
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Elles remettront au Maître d'Œuvre d'Exécution l'attestation de leur géomètre certifiant la conformité de l'implantation aux plans.

3.8 Protection des existants et avoisinants

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration, si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc ...

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer aux entrepreneurs de prendre des mesures de protections complémentaires.

Les ouvrages détériorés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entrepreneurs reconnus responsables et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

3.9 Vestiaires et réfectoires de chantier

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance et à appliquer l'ensemble des dispositions indiquées dans le CCAP et le PGC joints.

3.10 Accès au chantier

Dans tous les cas, chaque entreprise devra refuser l'accès au chantier à toute personne étrangère à celui-ci, hormis les représentants du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des entreprises titulaires des marchés, ainsi que les acquéreurs munis d'une autorisation écrite du Maître d'Ouvrage ou accompagnés par un de ses représentants.

L'entreprise du lot Désamiantage-Démolition-Maçonnerie-Echafaudage désignera les entreprises responsables de la fermeture à clé du chantier et veillera à ce que le chantier soit parfaitement clos.

Les badges seront fournis par le CAF avec liste nominative de l'ensemble des personnes intervenants et contre émargement.

Les badges seront strictement individuels et ne doivent en aucun cas être prêtés. En cas de perte ou de vol, l'intervenant doit immédiatement alerter la CAF afin qu'il soit supprimé.

Toutes les personnes travaillant sur le chantier devront être équipées de badge avec carte professionnelle. L'entreprise du lot Désamiantage-Démolition-Maçonnerie-Echafaudage fournira les badges. Les badges seront imputés au compte prorata.

3.11 Locaux hors emprise travaux

A l'intérieur du bâtiment, les entreprises ont accès uniquement dans les zones situées dans l'emprise des travaux et installations de chantier.

Il est formellement interdit aux entreprises de se rendre ou d'effectuer un stockage quelconque dans d'autres zones ou locaux du bâtiment (même si transitoire), sauf accord préalable avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le cas contraire des pénalités seront appliquées.

Le cas d'un accord préalable du Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, les locaux et zones définies devront être condamnés provisoirement pour interdire l'accès au public, y compris dépose des condamnations et remise en état des lieux en fin d'intervention. Ces locaux et zones seront nettoyés quotidiennement et un nettoyage final avant restitution sera également effectué. Un constat d'huissier sera préalablement réalisé.

L'ensemble des frais liés à ces prestations seront à la charge des entreprises utilisatrices et devront être impactés dans l'offre remise. Aucune plus-value ne sera acceptée en cours de chantier.

Toutes dégradations constatées sur les ouvrages et supports existants qui sont conservés (menuiseries, carrelage, sols souples, peintures, réseaux, ...) seront à la charge des entreprises reconnues responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

Les ouvrages détériorés conservés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entreprises reconnues responsables et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 16
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

3.12 Rendez-vous de chantier

Dès l'ouverture du chantier, des rendez-vous auront lieu une fois par semaine au minimum, aux jours et heures indiqués par le Maître d'Œuvre d'Exécution ou par le Maître d'Ouvrage et sous leur direction. Ils seront tenus jusqu'à la levée complète des réserves formulées par le Maître d'Ouvrage lors de la réception.

Des réunions complémentaires de coordination, distinctes des précédentes, seront au besoin organisées par le Maître d'Œuvre d'Exécution, notamment dans le cadre des levées de réserves formulées par le Maître de l'Ouvrage et les acquéreurs.

Les représentants des entreprises sous-traitantes à un rendez-vous devront être mandatés pour toutes décisions pouvant être prises sur le chantier. Ils seront tenus d'assister à ces réunions pendant la durée d'exécution des travaux de leur corps d'état ou sur convocation spéciale du Maître d'Œuvre. Le retard à l'un des rendez-vous de chantier et l'absence seront sanctionnés d'une pénalité définie dans le CCAP.

Après chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera adressé par le Maître d'Œuvre d'Exécution et/ou le Maître d'Ouvrage à tous les intervenants, dans le délai prévu au CCAP.

Toutes les questions relatives à la bonne marche des travaux, à leur coordination et à leur mise au point devront être posées au cours de ces réunions en présence des autres entreprises.

Toute entreprise intéressée et non représentée au rendez-vous devra accepter les décisions prises par le Maître d'Œuvre d'Exécution sur place.

Les dispositions arrêtées et les décisions mentionnées au compte-rendu d'une réunion seront considérées comme approuvées si elles n'ont pas fait l'objet d'observations consignées dans le compte-rendu de la réunion suivante.

3.13 Photos de chantier

Des photos devront être fournies à la demande du Maître d'Œuvre d'Exécution chaque fois qu'il sera nécessaire de faire un constat de travaux exécutés sur un ouvrage destiné à être masqué ou supprimé.

Dans le cas de l'existence de murs mitoyens en bordure de chantier, il sera fourni des photographies permettant de constater l'état de ces murs avant toute intervention.

3.14 Préchauffage

Dans le cadre du respect du planning des travaux, le préchauffage des zones travaux peut se révéler nécessaire et doit être assuré par les entreprises. Les frais de consommation seront quant à eux imputés sur le compte prorata.

Il est précisé que ce préchauffage peut être indispensable pour assurer la bonne qualité d'exécution de certains ouvrages ne concernant que quelques entreprises (ex : revêtements collés, peinture, ...) ce qui n'exclut en rien le principe de répartition au prorata. Suivant la période d'exécution des finitions, le préchauffage pourra se faire avec les installations définitives avec accord du lot chauffage et la répartition des divers frais à la charge du compte prorata.

De même, le préchauffage peut être nécessaire pour la sauvegarde des ouvrages exécutés avant la réception des travaux par le Maître d'Ouvrage.

3.15 Moyens de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur doit tous les moyens nécessaires à l'approvisionnement de ses matériaux, à la réalisation de ses ouvrages, et notamment : les échafaudages, les appareils et matériels de levage, les transports d'amenée à pied d'œuvre des matériaux, leur manipulation, etc..., ainsi que la production, le transport et la consommation des énergies et d'eau nécessaires.

Il doit également l'installation des formes, aires, platelages, cheminements, etc..., nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 17
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'Entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutention ou levage de ses matériaux et ouvrages fabriqués.

3.16 Stockage et approvisionnements

Les entrepreneurs feront leur affaire de leurs approvisionnements et de leur stockage de matériel.

Aucun matériel ne sera stocké sur les espaces publics et aux abords du bâtiment.

Le déroulement des travaux ne devra en aucun cas, même de façon temporaire, encombrer ou empêcher le libre accès aux armoires électriques, gaines techniques, issues de secours, etc...

Pour tous les ouvrages de son lot, l'Entrepreneur doit :

- Les transports à pied d'œuvre des matériels et matériaux,
- Les manutentions et le montage des matériaux,
- La conservation des matériaux, avec précautions et protections contre l'humidité, les intempéries, l'incendie et le vol,
- Les préservations des ouvrages des autres corps d'état, indépendamment des protections mises en œuvre par ces derniers,
- Les stockages avec aménagement des magasins en zones affectées, compris démontage et enlèvement des aménagements des zones de stockage à l'achèvement de ses travaux.

Les livraisons et approvisionnement seront à planifier sur des créneaux spécifiques (en priorité le jeudi après midi).

A la vue de la zone restreinte d'approvisionnement et du contexte particulier du chantier, les rotations de camions se feront très fréquemment.

3.17 Fermetures provisoires

L'Entrepreneur du lot DÉMOLITION - GROS œuvre met en place la fermeture provisoire du chantier, par l'intermédiaire de grilles et de portes provisoires sur les différents accès aux zones travaux (notamment après la dépose des panneaux préfabriqués de façade). Les fermetures provisoires seront maintenues en place jusqu'à la pose des portes définitives et la repose des panneaux préfabriqués de façade. Les frais liés à ces fermetures provisoires ne seront pas imputés au compte prorata.

3.18 Gardiennage - Alarme de chantier

Il n'est pas prévu la mise en place d'un gardiennage spécifique au chantier.

Il convient de souligner que chaque entreprise garde la responsabilité de ses travaux jusqu'à la réception du chantier.

Dans le cas où les entreprises verraient la nécessité d'une surveillance de chantier, un service de gardiennage et/ou une alarme de chantier seront mis en place. Les frais induits seront imputés au compte prorata.

3.19 Essais et contrôles

L'entreprise est tenue de se soumettre aux essais, vérifications et contrôles imposés par les Normes et Règles fixées par les documents visés au chapitre "Textes de Référence", ainsi qu'aux conditions fixées lors de la coordination d'exécution. Les essais, analyses et contrôles éventuels sont exécutés par un organisme de contrôle agréé.

Il peut être prescrit lors des études, lors de la coordination ou lors de l'exécution, que certains ouvrages, matériels ou matériaux fassent l'objet d'essais à la demande de Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre. Un procès-verbal est dressé chaque fois qu'il y aura essais, contrôles ou analyses. Tous les frais d'essais, de contrôle ou d'analyse sont à la charge de l'Entrepreneur.

Les contrôles qualitatifs et quantitatifs seront réalisés indifféremment en usine, en atelier, en magasin de stockage, en cours d'exécution et à la réception des ouvrages.

L'Entrepreneur doit obligatoirement procéder à l'autocontrôle et aux vérifications qualitatives et techniques de ses matériels, matériaux et ouvrages.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 18
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

4 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

4.1 Engins et équipements - Service aux corps d'état secondaires

4.1.1 Déchargement et manutention des matériaux et ouvrages

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutention ou levage de ses matériaux et ouvrages fabriqués.

Durant ses travaux, l'entreprise du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE n'aura aucune obligation vis-à-vis des autres entrepreneurs. Il appartiendra donc à ceux-ci de débattre avec elle les services éventuellement demandés, sans que le Maître d'Œuvre d'Exécution n'ait à intervenir (L'utilisation des appareils de levage et échafaudages de l'entreprise de gros œuvre ne devra pas entraver la marche des travaux, ni prolonger les délais d'exécution et ne saurait justifier un retard, soit du gros œuvre, soit de toute entreprise.).

4.1.2 Trait de niveau

Le traçage des traits de niveau est dû par l'entreprise de maçonnerie autant de fois que nécessaire en fonction de l'avancement : pose des cloisons, des isolants, exécution des enduits.

Chaque entrepreneur concerné par ces traçages devra les contrôler avant toute intervention. A défaut, il sera présumé les avoir acceptés.

4.1.3 Trous, percements, scellements, bouchements

- Dans le béton et le béton armé

Les prestations de réservations, feuillures et incorporations sont à la charge du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE, à la condition que l'Entrepreneur concerné ait remis ses plans de détails pendant la période de préparation. Les calfeutremments seront à la charge du lot DÉMOLITION - GROS OEUVRE.

Il appartiendra aux entreprises de fournir au bureau B.A. en temps voulu tous les plans et détails cotés permettant ces réservations et de contrôler leur bonne exécution. Les Entreprises de corps d'état de second oeuvre établissent donc, pendant la période de préparation du chantier, leurs plans d'atelier et de chantier, et notamment les documents définissant les dimensions et implantations des réservations. Cette prestation est donc établie en temps utile et sur des documents directement exploitables ; les réservations sont implantées par rapport aux éléments de structure.

Le bureau B.A vérifie la compatibilité des réservations avec les éléments constructifs et les reporte sur les plans d'exécution. Les entrepreneurs concernés doivent vérifier les plans BA avant toute exécution.

En fonction de ces indications, l'entreprise de maçonnerie doit réserver tous les trous, niches, feuillures et passages et mettre en place les fourreaux, rails, pattes, taquets, etc. fournis par les autres entreprises et à incorporer avant coulage du béton armé. Il est rappelé que les éléments à incorporer doivent être remis à l'Entrepreneur de gros œuvre, à pied d'œuvre, et avant l'exécution du support

A défaut de la part des intéressés d'indiquer en temps utile toutes les réservations qui leur sont nécessaires, les trous dans le béton armé sont exécutés après coup par le lot gros œuvre, mais aux frais de l'entrepreneur défaillant.

Il en est de même si les accessoires ne sont pas fournis en temps utile pour leur mise en place avant le coulage du béton.

Il est interdit aux entreprises de second œuvre d'effectuer des trous dans le béton armé : ceux-ci sont soit toujours réservés, soit exécutés après coup par l'entreprise de gros œuvre dans les conditions définies ci-dessus.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 19
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Les entreprises concernées ont l'obligation de contrôler les ouvrages exécutés par le lot Désamiantage-Démolition-Maçonnerie afin de vérifier que ceux-ci soient bien conformes à leurs besoins. En particulier les détails répétitifs seront contrôlés dès la réalisation du premier.

- Pour les lots menuiseries intérieures et serrurerie

Tous les trous (ne pouvant être réservés), percements, scellements, calfeutrements et raccords consécutifs et nécessaires aux travaux des lots menuiseries intérieures et serrurerie seront à la charge du lot Désamiantage-Démolition-Maçonnerie-Echafaudage pour ce qui concerne le béton armé et la maçonnerie ou du lot plâtrerie doublage lorsqu'il s'agit d'un ouvrage de plâtrerie.

Toutefois, il est précisé que les entrepreneurs des lots menuiseries intérieures et serrurerie doivent la mise en place de leurs ouvrages, le calage et le pré scellement en attente du scellement définitif. Ces entrepreneurs sont responsables de l'aplomb et de l'alignement de leurs ouvrages.

Il est précisé que ces entrepreneurs doivent, dans la mesure du possible, fournir des éléments à intégrer dans le béton armé, ou bien prévoir des fixations par trous chevillés afin de limiter le nombre de scellements traditionnels.

- Pour les autres corps d'état

Tous les trous n'ayant pu être réservés, les percements, scellements, calfeutrements et raccords nécessaires ou consécutifs aux travaux des entreprises des autres corps d'état sont à la charge de chacune d'elles et font partie de leurs prestations, à charge pour ces entreprises, si elles le désirent, d'en confier l'exécution à l'entreprise de maçonnerie ou de plâtrerie doublage suivant la nature du support.

- Prescriptions techniques

Les scellements et rebouchements dans le béton armé seront toujours exécutés avec un mortier ou un béton de ciment à prise normale.

Les raccords d'enduit et les calfeutrements seront toujours exécutés avec le même matériau que le revêtement de l'ouvrage où ils sont engagés, et seront lissés avec soin.

4.2 Protection des ouvrages exécutés

Il importe que chaque entrepreneur ait le respect des travaux exécutés par les autres corps d'état et assure la protection de ses propres ouvrages et de ses matériaux contre les dégradations prévisibles provenant du déroulement du chantier, conformément à l'article 10 de la norme NF P 03.001.

Les réparations ou remises en état qui s'avèreraient néanmoins nécessaires seront exécutées dans les délais les plus courts selon les instructions du Maître d'Œuvre d'Exécution et imputées au compte des entrepreneurs concernés.

En aucun cas, le Maître d'Ouvrage ne saurait être concerné par ces problèmes.

4.3 Compte prorata

Le titulaire du lot DÉMOLITION - GROS œuvre assurera la gestion du compte prorata, à ce titre il ventilera les dépenses communes au prorata du chiffre d'affaire de l'opération de chacun des lots participant à la construction de ce projet. Il effectuera les appels de fonds nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci et assurera le règlement des dépenses correspondantes aux engagements pris pour les besoins de fonctionnement du compte prorata.

4.4 Tenue du chantier - Nettoyage

La tenue et la propreté du chantier dépendent de tous les entrepreneurs intéressés : ils sont donc considérés comme responsables de cette propreté.

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 20
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'attention de chaque entrepreneur est attirée sur le fait que les abords extérieurs du bâtiment (rues, trottoirs, environnement des bennes à gravois) et les abords intérieurs des zones travaux devront être entretenus dans un état permanent de parfaite propreté, pendant toute la durée des travaux.

L'Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous gravois, déchets et détritiques pendant et après l'exécution de ses travaux. Il en devra également l'enlèvement et l'évacuation aux décharges, à ses frais. Le nettoyage est réalisé au fur et à mesure de l'exécution.

Il est rappelé que chaque entreprise est responsable de l'évacuation complète de ses déchets ainsi que du nettoyage de son poste de travail, à l'issue de chaque journée de travail.

A ce titre, sans qu'il soit besoin d'en effectuer la demande, le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de faire exécuter, par une entreprise externe spécialisée, un nettoyage de ces lieux. Ce nettoyage sera imputé aux entreprises reconnues responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

- Nettoyage journalier

Les nettoyages devront être effectués par les entrepreneurs au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à chaque fois qu'ils seront nécessaires et quotidiennement. Les gravois, emballages, chutes, ..., devront être évacués au fur et à mesure hors du chantier dans une décharge publique ou un centre de tri.

A défaut, l'entreprise de maçonnerie les enlèvera au compte de la ou des entreprises concernées.

Chaque intervenant est tenu de laisser les locaux ainsi que ses propres ouvrages dans un état tel que l'intervenant qui doit lui succéder puisse exécuter ses travaux dans les meilleures conditions et sans sujétions supplémentaires.

Si ces conditions et prescriptions ne sont pas respectées, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés pourront, après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage et à l'expiration d'un délai de 3 jours francs, après accusé de réception de la mise en demeure, être transportés d'office suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique, aux frais, risques et périls des entrepreneurs défaillant.

- Nettoyage hebdomadaire

Nonobstant une propreté permanente du chantier, les entrepreneurs devront procéder à un nettoyage et à un balayage général hebdomadaire. En cas de manquement à ces obligations, le Maître d'Ouvrage fera procéder audit nettoyage général hebdomadaire par une entreprise de son choix et ce, aux frais du ou des entrepreneurs considérés comme responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

- Nettoyage final

Le nettoyage final du bâtiment sera exécuté par le lot Peintures.

En ce qui concerne les extérieurs le nettoyage sera fait par le lot Désamiantage-Démolition-Maçonnerie-Echafaudage. La prise en charge de ces prestations sera prévue au marché des lots cités.

Les entreprises devront effectuer un tri sélectif de leurs déchets.

4.5 Coordination

L'Entrepreneur est tenu de respecter les conditions fixées lors des réunions de chantier, en ce qui concerne :

- Les plans d'exécution des ouvrages,
- La remise des éléments de tâches et les états des moyens mis en œuvre,
- Les programmes d'installation des matériels,
- Les programmes des approvisionnements en matériaux,
- Les impératifs d'exécution,
- La remise de son planning prévisionnel, afin de permettre l'établissement du planning général.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 21
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

4.6 Réception des supports

Avant toute intervention, l'Entrepreneur devra s'assurer de la compatibilité et de la qualité des supports.

Lors de la réception des ouvrages, l'Entreprise titulaire devra s'engager à une livraison des ouvrages parfaitement terminés et propres.

En particulier, la protection des ouvrages à parement fini contre les salissures et épaufrures sera intégralement assurée par ses soins.

Les ouvrages maçonnés et de plâtrerie devront avoir des arêtes et cueillies rectilignes et vives, les enduits parfaitement dressés.

Chaque corps d'état, avant exécution de ses ouvrages, réceptionnera le support. Il sera établi un document écrit, daté, signé et tamponné, de façon contradictoire par les entreprises concernées. Si celui-ci n'est pas conforme aux normes correspondantes, l'Entreprise qui a exécuté le support devra reprendre ou refaire l'ouvrage incriminé, jusqu'à ce qu'il satisfasse à cette réception.

Les litiges éventuels seront tranchés par la Maîtrise d'Ouvrage ou son représentant.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 22
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

5 QUALITÉ

L'obligation de résultat des entreprises inclut la notion de qualité.

Cette qualité a pour objet l'entière satisfaction du client conformément à la destination de l'ouvrage.

Les entrepreneurs souscrivent sans réserve à cet objectif et s'obligent à prendre les dispositions nécessaires pour l'obtention de ce résultat.

Le Maître d'Œuvre pourra leur demander un rapport sur leurs méthodes et procédures en matière de gestion de la qualité dans la réalisation de leurs ouvrages. Un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) sera établi par chaque lot et suivi au cours de chantier. Chaque entreprise joindra aux D.O.E. les fiches d'autocontrôle de ses travaux.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 23
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

6 PROCESSUS DE RÉCEPTION - LIVRAISON - LEVÉES DE RÉSERVES

6.1 Achèvement des travaux et finitions

Chaque entrepreneur devra la révision complète de tous ses ouvrages qui auraient subi une altération en cours de chantier, épaufrures, trous, arêtes éclatées, fissures, scellements défaits ou mal exécutés, tant par les autres corps d'état que par les services publics à l'occasion des branchements d'eau, de gaz ou d'électricité, scellement de consoles, etc.

En fin de chantier, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront la vérification, le contrôle et la révision complète de tous les ouvrages de leur spécialité.

6.2 Fermeture des locaux à livrer

L'état d'avancement des travaux justifiant, à ce stade, une protection particulière des ouvrages, les locaux devront être fermés à clé. La garde et la remise des clés aux entrepreneurs pour leurs travaux de finition seront assurées par le lot Électricité qui établira une convention et suivra la circulation des clés. Les lots Menuiserie Intérieure et Menuiseries Extérieures fourniront et poseront (sur leurs ouvrages respectifs) des barilletts provisoires, si nécessité, jusqu'à la réception des travaux.

6.3 Visites de pré-réception

Des pré-réceptions peuvent être organisées par le Maître d'Œuvre d'Exécution à différents stades du chantier. Ces pré-réceptions ne se substitueront pas aux réceptions des supports à la charge de chaque corps d'état, elles ne préjugent pas non plus des réserves du Maître d'Ouvrage, mais visent essentiellement à présenter le bâtiment dans le meilleur état d'avancement et de finition avant les véritables visites de réception.

Les divers travaux de reprise et de finition devront être exécutés dans un délai maximum de 15 jours après leur inscription au cahier de chantier ou sur des listes séparées sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure par lettre recommandée.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne se soumettrait pas à cette réquisition :

- Des pénalités de retard seront appliquées,
- La procédure de résiliation prévue au CCAP pourra être engagée.

Faute de se conformer aux directives données par le Maître d'Œuvre d'Exécution, l'Entrepreneur défaillant supportera toutes les conséquences dues à son insuffisance et notamment les mesures qui pourraient être prises pour la bonne marche du chantier et la finition des ouvrages.

6.4 Visites de réception

Le Maître d'Ouvrage procède aux visites en vue de la réception, assisté du Maître d'Œuvre d'Exécution, en présence des entreprises.

L'absence de l'entrepreneur n'est pas un obstacle aux opérations et ne saurait être un motif de contestation des réserves qui pourraient figurer au procès-verbal de réception.

A l'issue de la dernière visite, le Maître d'Ouvrage prononce soit la réception avec ou sans réserves, soit le refus de réception.

La date de réception du bâtiment ou de refus de sa réception est celle du dernier jour de visite.

6.5 Réception travaux

La réception des travaux se fera en plusieurs étapes.

CAF DE L'ISERE	Grenoble - CAF - Consultation numéro : 2025CAF38L04A	Date Avril 2025	Ind. DCE	Page 24
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

6.6 Dossier des ouvrages exécutés

Les plans définitifs des ouvrages, ainsi que les produits mis en œuvre pour la réalisation des ouvrages, dits "DOE", sont à remettre au Maître d'Œuvre en 4 exemplaires dont 3 au format papier et 1 sur support informatique de type clé USB (format DWG et PDF). Une copie des bordereaux est également à remettre au Coordonnateur SPS. Il est spécifié que les frais d'établissement de transmission de ces documents sont à la charge de l'entreprise.

Ils comprennent :

- Les plans d'exécution absolument conformes aux travaux réalisés,
- Les notes de calcul des ouvrages,
- La liste du matériel et des produits employés, références et adresses des vendeurs, garanties.

Les DOE sont à remettre 15 jours avant la réception des travaux.

6.7 Levée des réserves de la réception

Elle se fait conformément aux indications du CCAP.